



INCIPALS

Initiative Citoyenne pour la Consolidation de la Paix,
Leadership et Stabilité



Revue de presse

23 octobre 2015

Les résultats catastrophiques de l'enquête Afrobaromètre ont accaparé l'attention de la presse, ce jour. Le rapport révèle que la majorité des Malgaches constate une généralisation de la corruption au niveau de l'administration. Comme le soulignent les titres des journaux, le système judiciaire est pointé du doigt. Parallèlement, la déclaration de l'ambassadeur de France à Madagascar, Véronique Vouland, selon laquelle « les Îles Eparses appartiennent à la France » continue de susciter les réactions de la presse d'opinion.

Assemblée nationale

SESSION ORDINAIRE DU PARLEMENT

L'Assemblée nationale a voté l'ordre du jour des trente premiers jours de cette deuxième session ordinaire. Outre l'adoption de projets de loi ratifiant différents accords internationaux ou accords-prêts, le projet de loi concernant la Chaîne spéciale de lutte contre le trafic de bois de rose et de bois d'ébène et de répression de toute infraction relative à ces bois précieux figure également au programme. Le vote du texte est prévu pour le 19 novembre. (L'Express de Madagascar p.5, Madagascar-Laza p.3, Madagascar Matin p.4)

- Siteny Randrianasoloniaiko, premier questeur de l'Assemblée nationale, rapporte que les projets de Loi de finances rectificative 2015 et de Loi de Finances initiale 2016 n'ont toujours pas été transmises à son institution. (Madagascar-Laza p.3)
- Les députés demandent l'allocation d'un budget de 400 millions d'Ariary pour chaque district. Ce fonds sera destiné au développement de la circonscription. Les députés du parti MMM figurent parmi les fervents défenseurs de cette idée. (Madagascar-Laza p.2)
- L'Express de Madagascar relève le retard de l'introduction du Code minier dans l'ordre du jour de la session ordinaire de l'Assemblée nationale. Si Joëli Valérien Lalaharisaina, ministre des Mines et du Pétrole affirme que le Code minier est en cours de finalisation, un économiste suppose que ce retard est dû à un défaut de terrain d'entente, certains opérateurs s'opposant au prélèvement de taxes sur les produits miniers. (p.5)
- Midi Madagasikara s'aperçoit que le projet de destitution du bureau permanent de l'Assemblée nationale divise encore les députés. Le quotidien fait part, entre autres, des hésitations des parlementaires issus du TIM, du MAPAR, du Hiaraka Isika et du groupe parlementaire VPM-MMM. (p.3)

LES DEPUTES SOLIDAIRES AVEC NIARISY MARA

Il y a quelques semaines, les forces de l'ordre ont communiqué la saisie d'armes à feu et de zébus dans un domaine appartenant au député Niarisy sis à Ankazoabo Sud. Bien que cette affaire n'ait pas été inscrite à l'ordre du jour de la séance plénière d'hier, le député Niarisy Mara a tout de même pu plaider sa cause devant ses confrères. Selon ses arguments, les individus se disant propriétaires de ces zébus saisis n'ont pas déposé plainte. Le député a également démenti toute détention, ou saisie d'arme illégale dans sa résidence. L'élu est allé jusqu'à évoquer l'éventualité de représailles politiques à son encontre. Décidés à le soutenir, les députés vont interpellier le Premier ministre, le ministre de la Défense nationale, le ministre de l'Intérieur et le Secrétaire d'Etat à la gendarmerie nationale, par le biais d'une missive. Les parlementaires demandent, entre autres, au gouvernement de revoir la procédure du dossier, pour que celle-ci soit conforme aux prescrits constitutionnels et réglementaires en matière d'immunité parlementaire. Dans la même lignée, ils revendiquent aussi la restitution du cheptel saisi dans le domaine du député Niarisy Mara. (L'Express de Madagascar p.5, Les Nouvelles p.3, La Vérité p.3, Tia Tanindrazana p.3)

Leader du Consortium:

Membres du Consortium:





INCIPALS

Initiative Citoyenne pour la Consolidation de la Paix,
Leadership et Stabilité



Politique interne

LES MALGACHES INFLIGENT UN BLÂME A L'ADMINISTRATION

Selon les résultats de l'enquête Afrobaromètre, réalisé par COEF Ressources et présenté hier, 73 % des Malgaches estiment que les faits de corruption se sont accrus durant l'année 2014. 90% considèrent que les efforts du gouvernement pour écarter la corruption sont inefficaces, contre 63% en 2013. La gendarmerie, la police nationale, la Justice, la présidence de la République, le gouvernement et l'Assemblée nationale sont les domaines qui enregistrent une forte perception du public quant à la prévalence de la corruption. « Cette sévère critique des Malgaches à l'endroit du gouvernement est due au fait que celui-ci semble être incapable d'élaborer une stratégie efficace lui permettant de mener à bien ses actions dans ce cadre », explique le rapport. Malgré tout, les Malgaches estiment toujours que les tenants du pouvoir sont les mieux placés pour lutter contre la corruption. (L'Express de Madagascar p.3, Midi Madagasikara p.2, Madagascar-Laza p.3, Les Nouvelles p.2, Madagascar Matin p.2, La Vérité p.3, La Gazette de la Grande île p.6, Tia Tanindrazana p.3)

- *« L'absence de volonté politique est la raison de l'échec de la lutte contre la corruption au cours des années précédentes », a réagi Jean Louis Andriamifidy, directeur général du Bureau indépendant anti-corruption, à l'occasion de la séance de restitution. (L'Express de Madagascar p.3)*

POLEMIQUE AUTOUR DU REPORT DE LA CELEBRATION DE LA JOURNEE MONDIALE DE L'ENERGIE

L'événement était prévu se dérouler sur le parvis de l'Hôtel de ville. A la veille du jour J, le ministère de l'Energie a annoncé le report de la célébration, par le biais d'un communiqué, pour raison de non disponibilité du site. En effet, l'équipe de la Commune dirigée par Lalao Ravalomanana a informé le ministère de l'Energie qu'il est interdit d'organiser une quelconque célébration sur les lieux pendant la session extraordinaire du Conseil municipal. Madagascar Matin ne mâche pas ses mots et accuse ouvertement Lalao Ravalomanana d'avoir humilié le ministre de l'Energie, Horace Gatien. « Après le ministre d'Etat Rivo Rakotovao, le ministre de l'Elevage Anthelme Randriamparany et l'ex-Pds, le colonel Joseph Ramiaramanana, voilà que Madame met à... poil le ministre de l'Energie », commente le quotidien. Il ne manque d'ailleurs pas de souligner que les réunions municipales, ordinaires ou extraordinaires, n'ont jamais auparavant empêché la tenue de manifestations au parvis de l'hôtel de ville. (p.3)

Economie et société

ABATTOIR D'ANDOHATAPENAKA : MARC RAVALOMANANA RIPOSTE

L'ancien président de la République n'est pas près de fléchir face aux avertissements lancés par le régime en place. En marge d'une visite du site de la société Asa Lalana Malagasy (ALMA) à Ambohimahitsy-Ambohimangakely, hier, il a affirmé, avec dossiers à l'appui, que la propriété sise à Andohatapenaka revient à son entreprise Tiko Agri suite à un contrat de cession de propriété signé le 24 juin 2008 au bénéfice de Tiko. « Je suis dans mon droit le plus absolu en revendiquant actuellement ma propriété », a-t-il averti. (L'Express de Madagascar p.5, Midi Madagasikara p.2, Madagascar-Laza p.2, Tia Tanindrazana p.3)

- *Ihanta Randriamandrato, ancienne ministre de l'Elevage a démenti les assertions selon lesquelles la construction d'un abattoir à Andohatapenaka s'avère impossible à cause de la proximité avec l'Hôpital aux normes. Le membre du Tim de soutenir que ce nouvel abattoir ne*

Leader du Consortium:

Membres du Consortium:





INCIPALS

Initiative Citoyenne pour la Consolidation de la Paix,
Leadership et Stabilité



naira pas à l'environnement s'il est conforme aux standards internationaux. (Les Nouvelles p.2)

- **Les Nouvelles** craint que la tension entre Marc Ravalomanana et le ministre d'Etat Rivo Rakotovoao mette en péril l'alliance TIM-HVM au niveau de l'Assemblée nationale. Le quotidien a été tiqué par la « menace à peine voilée » faite par l'ancien Président, dans la mesure où l'ancien il avait laissé entendre que si les députés TIM soutiennent le Pacte de responsabilité, c'est aussi pour permettre aux opérateurs économiques comme lui de travailler librement. (p.3)
- **Madagascar-Laza** remarque que le clan Ravalomanana a enregistré 4 heurts avec le régime en place, en seulement un mois. Le quotidien cite, entre autres, le blocage de la cérémonie de passation de service à la Commune urbaine d'Antananarivo, l'absence remarquée de Lalao Ravalomanana, maire de la capitale, à la 2^{ème} édition du Forum national urbain, la série de discordes sur l'abattoir d'Andohatapenaka et la polémique autour de l'annulation de la célébration de la Journée mondiale de l'Energie. Selon les rumeurs, l'événement a été reporté faute de place à l'Hôtel de ville. (p.2)

ECHOS DU FORUM DES PAYSANS

550 agriculteurs des 22 régions se sont réunis au CCI d'Ivato, hier, à l'occasion du Forum des Paysans, afin de trouver des solutions aux difficultés qui bloquent leurs activités. Le Premier ministre Jean Ravelonarivo a rappelé, dans son discours d'ouverture, que ce forum s'inscrit dans le cadre de la concrétisation d'un des 5 grands axes du Plan national de développement, relatif à l'atteinte d'une production agricole compétitive et durable en vue d'assurer la sécurité alimentaire. Toute la journée, les paysans ont procédé à l'examen des problèmes, avec les représentants du ministère de l'Agriculture et du Développement rural, celui de l'Elevage et celui de la Pêche et des Ressources halieutiques. Selon les témoignages, ces ruraux sont surtout pénalisés par la vétusté des infrastructures, les litiges fonciers, l'insécurité, l'insuffisance de financement et le manque d'encadrement. Les résolutions adoptées hier seront restituées ce jour et seront présentées à la Présidence de la République. (L'Express de Madagascar p.6, Midi Madagasikara p.4, Madagascar-Laza p.7, La Gazette de la Grande Île p.9, Takoritsika p.2)

UN AVENIR ENCORE FLOU POUR LES MENAGES

Selon les résultats du projet « A l'écoute de Madagascar, enquête à Haute Fréquence par Téléphonie Mobile », mené par l'Institut national de la statistique et financé par la Banque mondiale, les problèmes sociaux restent les préoccupations majeures des ménages. Ils accordent, par ailleurs, peu de confiance au gouvernement pour résoudre leurs difficultés. 25 % des personnes enquêtées souhaitent le renforcement des projets de sécurité sociale, notamment après le passage des cyclones en début d'année. 23,2 % et 19,9 % des ménages estiment que l'éducation et la santé restent parmi les dernières préoccupations de l'Etat. 0,9 % des ménages considèrent que l'Etat devrait prioriser l'accès à l'eau et à l'électricité. Seuls 5% d'entre eux espèrent que le gouvernement sera un salut pour la population. (L'Express de Madagascar p.8, Madagascar-Laza p.7)

- **Jasmin Randriamiadana**, sociologue et responsable d'une ONG nationale y voit le reflet du sombre quotidien de bon nombre de ménages. « Ils ne prévoient pas un avenir meilleur car leurs enfants n'étudient pas ; et si jamais ils tombent malades, ils pourraient mourir faute de moyen financier. L'insécurité pourrait aussi ruiner leur vie en un éclair », a-t-il interprété. (L'Express de Madagascar p.8)

CONSTRUCTION DE CHENAUX POUR EVITER LES GLISSEMENTS DE TERRAIN

Afin d'éviter les lourdes pertes de l'année dernière suite aux éboulements meurtriers à Antananarivo, le Bureau national de gestion des risques et des catastrophes prévoit de mettre en place des chenaux

Leader du Consortium:

Membres du Consortium:





INCIPALS

Initiative Citoyenne pour la Consolidation de la Paix,
Leadership et Stabilité



permettant de réorienter les ruissellements d'eau. Ce projet concerne les endroits situés en hauteur, considérés comme zones rouges. Il s'agit, entre autres, des versants Ouest d'Ambohipotsy, d'Ambohimitsimbina, et de Manjakamiadana, des tunnels d'Ambanidia et d'Ambohijatovo, ainsi que du versant Est du Fort-Voyron et d'Ankadilalana. (Midi Madagasikara p.6)

Relations internationales

REACTIONS A LA DECLARATION DE VERONIQUE VOULAND

La déclaration de Véronique Vouland, ambassadeur de France à Madagascar, en marge d'une rencontre avec la maire d'Antananarivo, selon laquelle « les Îles Eparses appartiennent à la France » continue d'animer les débats. Dans les colonnes de **Madagascar-Laza**, James Ratsima, président du parti Front patriotique malagasy appelle Hery Rajaonarimampianina à faire preuve d'honnêteté et à donner une réplique à la déclaration de la diplomate. Il s'insurge également contre la décision du ministre de l'Écologie, Ségolène Royal, qui a autorisé deux compagnies pétrolières à effectuer des travaux de forage sur l'île Juan de Nova, le 21 septembre dernier. Cette initiative est, selon lui, une insulte au peuple malgache. (p.3)

- Lors de sa participation à la table ronde portant sur le thème de la « Géopolitique dans l'Océan Indien : place de La Réunion », l'association Madagascar Résistance a réitéré que les Îles Eparses sont malgaches et doivent le rester, en réponse à l'affirmation de Véronique Vouland. (L'Observateur p.2, Takoritsika p.3)
- **La Gazette de la Grande île**, de son côté, pointe du doigt le silence de l'armée censée défendre le territoire malgache. En effet, le quotidien voit en cette déclaration une invasion du pays par la France. (p.13)

Style et déontologie

Suite à l'annonce faite par la diplomate française selon laquelle « les Iles Eparses appartiennent à la France », **Madagascar Matin** dénonce la « bassesse d'esprit » de la France dans son éditorial. Le quotidien use même de termes insultants et xénophobes, en reprenant les propos du géant suédois du PSG : « la France est un pays de merde ». (p.3)

ACHARNEMENT CONTRE LE COUPLE RAVALOMANANA

Le couple Ravalomanana et particulièrement la nouvelle mairesse de la ville d'Antananarivo se trouve régulièrement dans la ligne de mire des journaux d'opinion. « Il ne se passe pas un jour sans que les Ravalomanana fassent des siennes et si ce n'est pas le mari, c'est la femme, sinon les deux ensemble ! » critique **Madagascar Matin** (p.3). **La Vérité** s'en prend particulièrement à Lalao Ravalomanana qu'il traite de « mair...ionnette » (p.2) **La Gazette de la Grande île**, quant à elle, s'en prend à Marc Ravalomanana. Le quotidien accuse non seulement l'ancien président de la République d'avoir « payé d'importants pots-de-vin pour que ses arriérés fiscaux soient allégés », mais n'hésite pas non plus à le qualifier de « terroriste condamné », de « fou dangereux qui n'aura aucun scrupule à piller à nouveau la nation ». (p.4)

Femmes

INCIPALS : FORMATION EN MENTORAT POUR LES FEMMES ELUES

Le projet Initiative Citoyenne pour la Consolidation de la Paix, Leadership et Stabilité (INCIPALS), financé par l'Union européenne, organise une formation en leadership et mentorat pour les femmes socialement engagées, du 19 au 26 octobre 2015 à Antsahavola. Selon les précisions apportées par la

Leader du Consortium:

Membres du Consortium:





INCIPALS

Initiative Citoyenne pour la Consolidation de la Paix,
Leadership et Stabilité



représentante de Centre Européen d'Appui Electoral (ECES) à Madagascar et non moins Chef de programme, les 20 bénéficiaires de cette formation auront pour mission de soutenir les femmes élues maires ou conseillères municipales. (Midi Madagasikara p.3, Madagascar-Laza p.14, Tia Tanindrazana p.5)

Format de couverture

L'Express de Madagascar a créé une rubrique pour mettre en avant les solutions ayant des impacts palpables, durables et pérennes répondant aux problématiques actuels du monde en général et de Madagascar en particulier. Le quotidien invite tous ceux qui ont des projets répondant à ces critères à le contacter. Certain projets auront peut-être la chance de figurer dans l'un des plus grands journaux du monde partenaire de l'IDJ, à l'occasion des prochains Impact Journalism Day. En guise « d'avant-première », le journal a publié l'initiative du Barfoot College, en Inde, spécialisé dans les formations en électricité solaire. Les sortantes de l'institut, parmi lesquelles des grand-mères malgaches, apprennent à fabriquer des panneaux solaires, des cuiseurs-solaires ou encore des chauffe-eaux. (p.16)

Les Nouvelles a apporté une analyse de la situation politique actuelle dans sa rubrique « Reflet de la semaine ». Le quotidien constate avec regret que, malgré la volonté des acteurs politiques, la stabilité est encore loin d'être acquise. Le média relève comme preuves flagrantes, la tentative de destitution du bureau permanent de l'Assemblée nationale ainsi que la reprise du bras de fer entre l'ancien président de la République Marc Ravalomanana et le ministre d'Etat Rivo Rakotovoao. Le quotidien regrette la poursuite sans fin de la bataille pour la suprématie des uns sur les autres. Pessimiste, il doute que le Pacte de responsabilité ou autres processus d'apaisement ne réussisse à mettre fin à cette inconstance chronique de la position des forces politiques. (p.8)

Un peu d'humour

L'Express de Madagascar, p.6



Responsables de l'Unité de Monitoring des Médias :

Tiaray RANDRIAMALALA: tiaray.randriamalala@eces.eu

Mirana RAZAFINDRAZAKA: mirana.razafindrazaka@eces.eu

Site web: www.incipals.eu

Leader du Consortium:

Membres du Consortium:

